

N° DP 25/373

## DECISION DU PRESIDENT

### ACQUISITION DE PARCELLES A HYERES-LES-PALMIERS RUE SAINT-VINCENT CADASTREES SECTION CL N°0398 ET N°0401

#### Le Président de la Métropole

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération du Conseil Métropolitain n° 23/05/075 en date du 4 mai 2023 portant élection du Président de la Métropole,

**VU** la délibération du Conseil Métropolitain n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président de Toulon Provence Méditerranée et au Bureau,

**VU** les courriers de la Métropole Toulon Provence Méditerranée en date du 03 janvier 2023 et du 26 août 2024,

**VU** l'engagement de cession à l'euro symbolique (1€) et l'autorisation de travaux avec prise de possession anticipée, signés en date du 18 juillet 2024 par Monsieur CHRISTEN Frédéric en sa qualité de Président de l'Association Syndicale Libre LA MONTERANE,

**VU** les procès-verbaux en date du 02/03/2023 et du 25 juin 2024 de l'Assemblée Générale de l'Association Syndicale Libre LA MONTERANE,

**VU** le plan de division du 06/01/2023 mis à jour le 06 août 2024 et le document modificatif parcellaire cadastral n° 11354 M du 06 août 2024, dressés par le cabinet GEOSAT situé à LA FARLEDE,

**VU** le projet d'acte de vente, ci-annexé,

**CONSIDERANT** que, dans le cadre des travaux d'aménagement de la voie, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a, par courrier en date du 26 août 2024, demandé à l'Association Syndicale Libre LA MONTERANE, de lui céder une emprise d'une superficie de 44 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée section CL n° 0115 et une emprise d'une superficie de 10 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée section CL n° 0116, sises à HYERES-LES-PALMIERS (83400) rue Saint-Vincent, lui appartenant, moyennant le prix d'un euro symbolique (1€),

**CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir auprès de l'Association Syndicale Libre LA MONTERANE, les parcelles sises à HYERES-LES-PALMIERS (83400) rue Saint-Vincent, cadastrées section CL n° 0398 et n° 0401 issues respectivement des parcelles cadastrées section CL n° 0115 et n° 0116, moyennant le prix symbolique d'un euro non recouvrable,

**CONSIDERANT** qu'en contrepartie de cette cession, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à réaliser les travaux suivants :

- Terrassement du sol naturel et mise en œuvre d'une grave non traitée,
- Pose de bordures de voie de Type 2 (parcelles CL n° 0115 et n° 0116),
- Pose d'une ganivelle d'une hauteur de 1 mètre,
- Pose d'un portillon alu d'une hauteur de 1 mètre,
- Mise en œuvre d'enrobés clairs,

**CONSIDERANT** que la valeur vénale de l'emprise à acquérir étant inférieure aux seuils réglementaires en vigueur, la présente acquisition n'est pas soumise à la consultation préalable du service des Domaines, conformément à l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux opérations d'acquisitions et de prise de location immobilières poursuivies par les collectivités publiques,

**CONSIDERANT** l'accord des parties sur le prix de cession fixé au prix de l'euro symbolique (1 €) et les emprises précitées,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'ACQUERIR** les parcelles situées à HYERES-LES-PALMIERS (83400) rue Saint-Vincent, d'une superficie de 44 m<sup>2</sup> cadastrée section CL n° 0398 et de 10 m<sup>2</sup> cadastrée section CL n° 0401, au prix symbolique d'un euro non recouvrable (1€), auprès de l'Association Syndicale Libre LA MONTERANE représentée par Monsieur CHRISTEN Frédéric, son Président.

## **ARTICLE 2**

**DE DIRE** qu'un document modificatif parcellaire cadastral n° 11354 M du 06 août 2024 a numéroté la nouvelle parcelle d'une superficie de 44 m<sup>2</sup> cadastrée section CL n° 0398, la nouvelle parcelle d'une superficie de 10 m<sup>2</sup> cadastrée section CL n° 0401 qui seront acquises par la Métropole, et les parcelles cadastrées section CL n° 0399 (433m<sup>2</sup>) et section CL n° 0400 (94m<sup>2</sup>) qui resteront la propriété de l'Association Syndicale Libre LA MONTERANE.

## **ARTICLE 3**

**DE REALISER** au titre de cette acquisition, les travaux suivants :

- Terrassement du sol naturel et mise en œuvre d'une grave non traitée,
- Pose de bordures de voie de Type 2 (parcelles CL n° 0115 et n° 0116),
- Pose d'une ganivelle d'une hauteur de 1 mètre,
- Pose d'un portillon alu d'une hauteur de 1 mètre,
- Mise en œuvre d'enrobés clairs.

## **ARTICLE 4**

**DE SIGNER** l'acte authentique à intervenir ainsi que tous les documents annexes nécessaires, **ET DE REGLER** tous les frais afférents à cette acquisition, aux conditions ordinaires et de droit en pareille matière et notamment celles figurant dans le projet d'acte en annexe.

## **ARTICLE 5**

**DE DESIGNER** l'Office Notarial ROQUEBERT-MASSIANI, sis à OLLIOULES (Var), en vue de la rédaction de l'ensemble des documents et actes nécessaires à la réalisation de cette acquisition, dont tous les frais pris en charge par la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

## **ARTICLE 6**

**DE DIRE** que les crédits sont inscrits sur le budget principal de la Métropole Toulon Provence Méditerranée 2025 et suivants – opération 60101 chapitre 21- fonction 844 - article 2111.

La présente Décision sera

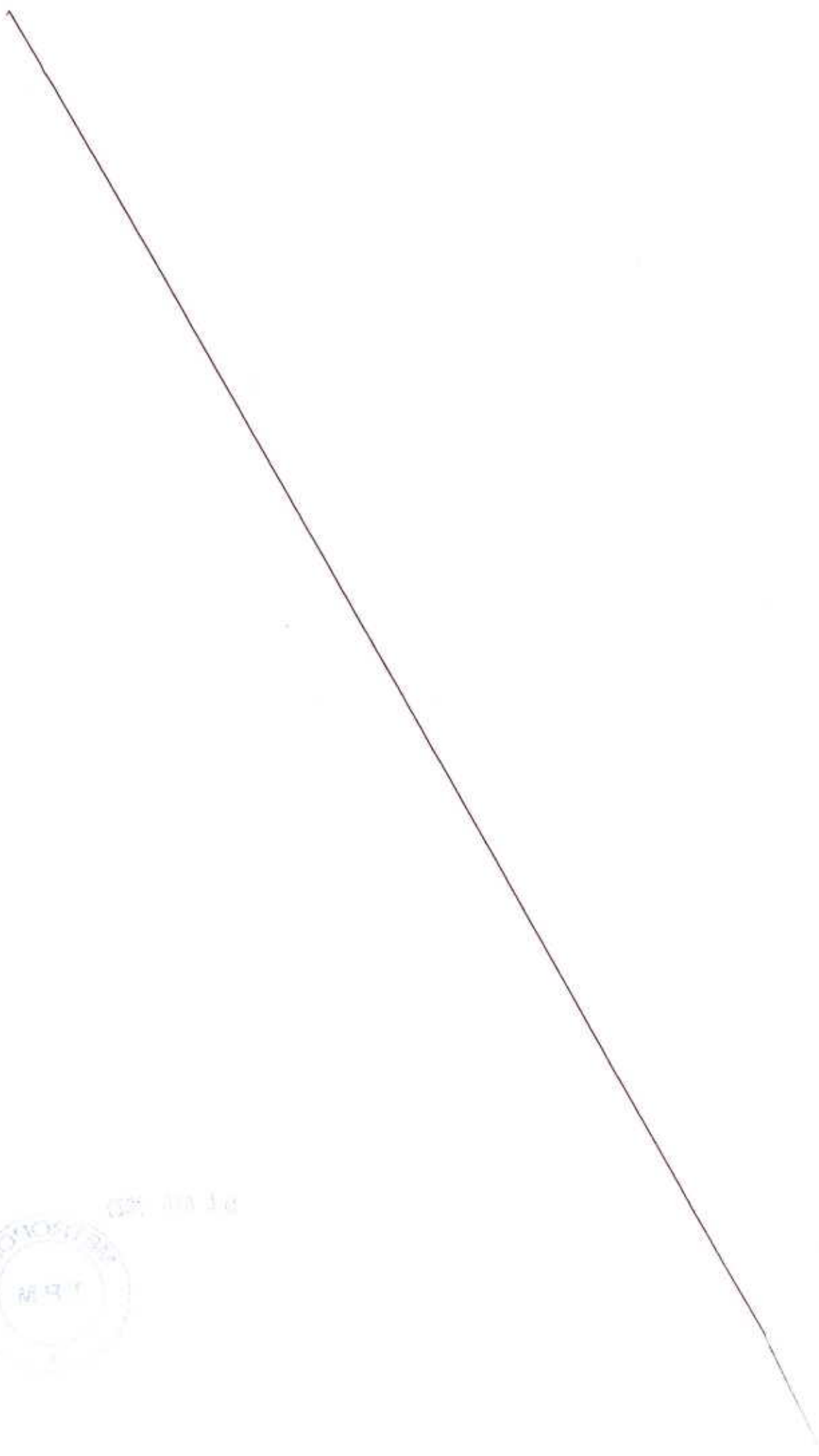
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **04 AVR. 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée





103479901  
GR/ARO/ARE

**L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ,  
LE**

**À OLLIOULES (Var) au siège de l'Office Notarial ci-après nommé pour le  
VENDEUR**

**A TOULON (Var), Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre pour  
l'ACQUEREUR,**

**Maître Antoine ROQUEBERT, Notaire au sein de la Société Civile  
Professionnelle dénommée " ROQUEBERT-MASSIANI et ASSOCIES ", titulaire  
d'un Office Notarial dont le siège est à OLLIOULES (Var), Le Concorde, Rue de  
la Baume, identifié sous le numéro CRPCEN 83061,**

**A RECU LA PRESENTE VENTE à la requête des parties ci-après  
identifiées.**

Cet acte comprend deux parties pour répondre aux exigences de la publicité  
foncière, néanmoins l'ensemble de l'acte et de ses annexes forme un contrat  
indissociable et unique.

**La première partie dite "partie normalisée"** constitue le document  
hypothécaire normalisé et contient toutes les énonciations nécessaires tant à la  
publication au fichier immobilier qu'à la détermination de l'assiette et au contrôle du  
calcul de tous impôts, droits et taxes.

**La seconde partie dite "partie développée"** comporte des informations,  
dispositions et conventions sans incidence sur le fichier immobilier.

## **PARTIE NORMALISEE**

### **IDENTIFICATION DES PARTIES**

#### **- VENDEUR -**

L'Association dénommée **ASSOCIATION SYNDICALE LIBRE LA  
MONTERANE**, Association syndicale libre, dont le siège est à HYERES (83400), 2  
place de la Monterane.





Cette association a été constituée sous le régime de la loi des 21 juin 1865 et 22 décembre 1888 et du décret du 22 décembre 1926.

### **- ACQUEREUR -**

La Métropole dénommée **TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, Etablissement public de coopération intercommunale, dont le siège est à TOULON (83000), 107 boulevard Henri Fabre CS 30536, identifiée au SIREN sous le numéro 248300543.

### **QUOTITÉS ACQUISES**

La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE acquiert la totalité en pleine propriété.

### **PRÉSENCE - REPRÉSENTATION**

- L'Association dénommée ASSOCIATION SYNDICALE LIBRE LA MONTERANE est représentée à l'acte par Monsieur Frédéric CHRISTEN, agissant en qualité de président de l'Association syndicale libre La Monterane, lequel a été spécialement autorisé à réaliser cette opération pour le compte de celle-ci aux termes de deux procès-verbaux d'assemblée générale en date du 2 mars 2023 et du 25 juin 2024, dont une copie demeure ci-annexée.

- La Métropole dénommée TOULON PROVENCE MEDITERRANEE est représentée à l'acte par Madame Valérie PAECHT, Directeur Général des Services, habilitée à l'effet des présentes en vertu d'une délégation de pouvoirs consentie par Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, aux termes d'un arrêté n° 23/49 affiché à l'Hôtel de la Métropole le 11 mai 2023 et notifié à Monsieur le Préfet du Var le 11 mai 2023, ledit arrêté ayant fait l'objet d'un arrêté rectificatif n°24/3 affiché à l'Hôtel de la Métropole le 7 février 2024 et notifié à Monsieur le Préfet du Var le 7 février 2024.

Le représentant de la Métropole déclare que ledit arrêté n'a fait l'objet d'aucun recours auprès du Tribunal Administratif.

Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Maire de HYERES (Var) et Président de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, lui-même spécialement autorisé à réaliser la présente opération aux termes des délibérations du Conseil Métropolitain n° 23/05/075 du 4 mai 2023 et n° 23/05/078 du 4 mai 2023 et d'une décision motivée du Bureau Métropolitain ci-après visée.

### **DECLARATIONS SUR LA CAPACITE**

Le **VENDEUR** déclare avoir la pleine capacité pour contracter aux présentes, n'étant soumis ni susceptible d'être soumis à aucune mesure pouvant porter atteinte à celle-ci.

En outre, il déclare que les mentions le concernant relatées ci-dessus sont exactes et complètes.

De son côté, le représentant de l'**ACQUEREUR** déclare avoir pleine capacité pour contracter selon les termes et conditions des présentes ainsi qu'il en a justifié au notaire soussigné par la production des pièces sus-indiquées, et atteste de l'inscription de la dépense engagée au budget de la commune.

### **DECISION DU BUREAU METROPOLITAIN**

Le représentant de la Métropole est spécialement autorisé à réaliser la présente opération aux termes d'une décision n°++++ motivée de son Bureau Métropolitain en date du                    télétransmise à la                    le                    , dont une ampliation est annexée.

Il déclare :



Roquebert - Massiani  
NOTAIRES - ORLÉANS

- que les délibérations et la décision ont été publiés dans la huitaine sous forme d'affichage d'extraits du compte-rendu de la séance ainsi que sur le site internet de la commune, tel que l'article L 2121-25 du Code général des collectivités territoriales le prévoit,
- que le délai de deux mois prévu par l'article L 2131-6 du Code général des collectivités territoriales s'est écoulé sans qu'il y ait eu notification d'un recours devant le tribunal administratif pour acte contraire à la légalité.

### EXPOSE

Dans le cadre de sa compétence en matière de voirie et d'aménagement, la Métropole a sollicité l'association syndicale libre du lotissement « LA MONTERANE » afin d'acquérir une emprise de 44m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée CL Numéro 115 et une emprise de 10m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée CL numéro 116 constitutives des voies du lotissement.

Cette acquisition a notamment pour objet le raccordement de voirie.

Il est ici rappelé que depuis sa création au 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce de plein droit en lieu et place de ses communes membres, la compétence en matière de voirie.

**Ceci exposé, il est passé à la vente ci-après :**

### TERMINOLOGIE

Le vocable employé au présent acte est le suivant :

- Le mot "**VENDEUR**" désigne le ou les vendeurs, présents ou représentés. En cas de pluralité de vendeurs, ils contracteront les obligations mises à leur charge aux termes des présentes solidairement entre eux, sans que cette solidarité soit nécessairement rappelée à chaque fois.
- Le mot "**ACQUÉREUR**" désigne la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE.
- Les mots "**LES PARTIES**" désignent ensemble le **VENDEUR** et l'**ACQUÉREUR**.
- Les mots "**BIEN**" ou "**BIENS**" ou "**IMMEUBLE**" désigneront indifféremment les biens de nature immobilière objet des présentes.
- Les mots "**biens mobiliers**" ou "**mobilier**", désigneront indifféremment, s'il en existe, les meubles et objets mobiliers se trouvant dans le ou les biens de nature immobilière et transmis avec ceux-ci.
- Le mot "annexe" désigne tout document annexé. Les annexes forment un tout indissociable avec l'acte.

**CECI EXPOSE, il est passé à la vente objet des présentes.**

### NATURE ET QUOTITÉ DES DROITS IMMOBILIERS

Le **VENDEUR** vend pour sa totalité en pleine propriété à l'**ACQUEREUR**, qui accepte, le **BIEN** dont la désignation suit.

### IDENTIFICATION DU BIEN

#### DÉSIGNATION

A HYERES (VAR) 83400 Rue Saint Vincent.



Roquebert - Massiani  
NOTAIRES - OLLIOULES

Une parcelle  
Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
CL	398	RUE ST VINCENT	00 ha 00 a 44 ca
CL	401	RUE ST VINCENT	00 ha 00 a 10 ca

Total surface : 00 ha 00 a 54 ca

Un extrait de plan cadastral est annexé.

### Division cadastrale

La parcelle originellement cadastrée Section CL numéro 115 lieudit RUE ST VINCENT pour une contenance de quatre ares soixante-dix-sept centiares (00ha 04a 77ca) a fait l'objet d'une division en deux parcelles de moindre importance. De cette division sont issues les parcelles suivantes :

- La parcelle vendue cadastrée Section CL numéro 398 pour quarante quatre centiares (00ha 00a 44ca) désignée sous le terme Lot A au plan ci-annexé.

**Le VENDEUR** conserve la propriété de

- La parcelle désormais cadastrée Section CL numéro 399 pour une contenance de quatre ares et trente-trois centiares (00ha 04a 33ca) désignée sous le terme Lot B au plan annexé.

La parcelle originellement cadastrée Section CL numéro 116 lieudit RUE ST VINCENT pour une contenance de un are quatre centiares (00ha 01a 04ca) a fait l'objet d'une division en deux parcelles de moindres importance. De cette division sont issues les parcelles suivantes :

- La parcelle vendue cadastrée Section CL numéro 401 pour dix centiares (00ha 00a 10ca) désignée sous le terme Lot D au plan ci-annexé.

**Le VENDEUR** conserve la propriété de

- La parcelle désormais cadastrée Section CL numéro 400 pour une contenance de quatre-vingt-quatorze centiares (00ha 00a 94ca) désignée sous le terme Lot C au plan annexé.

Cette division résulte d'un document modificatif du parcellaire dressé par Monsieur Thomas GODBILLOT, géomètre expert à LA FARLEDE le 6 août 2024 sous le numéro 11354 M

Une copie de ce document est annexée.

Ce document est annexé à l'extrait cadastral modèle 1, délivré par le service du cadastre, dont le notaire soussigné requiert la publication de l'ensemble des divisions parcellaires relatives sur l'extrait de plan y compris celles éventuellement non visées par l'opération immobilière objet des présentes auprès du service de la publicité foncière compétent, simultanément aux présentes.

### Concordance cadastrale

Il résulte d'un procès-verbal de remaniement cadastral publié au service de la publicité foncière de TOULON 2, le 17 septembre 2002 Volume 2002P numéro 10187 que :

- La parcelle cadastrée Section CL 115 était anciennement cadastrée Section I numéro 3559.
- La parcelle cadastrée Section CL 116 était anciennement cadastrée Section I numéro 3527.

### Lotissement

Le **BIEN** forme les parties communes du lotissement dénommé "LA MONTERANE".





Le lotissement a été autorisé par un arrêté délivré par Monsieur Le Maire de la Commune de HYERES en date du 19 juillet 1995, portant le numéro 83 069 95 YL 005.

L'ensemble des pièces constitutives du lotissement, dont l'arrêté susvisé, a été déposé au rang des minutes de Maître Christophe BOUDRY notaire à HYERES, le 16 octobre 1995, publié au service de la publicité foncière de TOULON 2, le 5 décembre 1995, volume 1995P, numéro 9918.

### **EFFET RELATIF**

Acquisition suivant acte reçu par Maître Christophe BOUDRY notaire à HYERES le 29 mai 2000 et le 16 mai 2000, publié au service de la publicité foncière de TOULON 2 le 31 juillet 2000, volume 2000P, numéro 8020.

### **CHARGES ET CONDITIONS LIEES AU CALCUL DE L'IMPOT**

Les charges et conditions ne donnant pas lieu à taxation figurent en partie développée de l'acte.

Les frais de la vente et ceux qui en seront la suite et la conséquence sont à la charge exclusive de l'**ACQUEREUR** qui s'y oblige.

### **PROPRIÉTÉ JOUISSANCE**

L'**ACQUEREUR** est propriétaire du **BIEN** à compter de ce jour.

Il en a la jouissance à compter du même jour par la prise de possession réelle, les parties déclarant que le **BIEN** est entièrement libre de location ou occupation et encombrements quelconques.

### **PRIX**

La vente est conclue moyennant le prix de **UN EURO (1,00 EUR) SYMBOLIQUE pour tout prix.**

Compte tenu du prix du transfert fixé à l'euro symbolique, les parties conviennent qu'aucun paiement ne sera effectué par la comptabilité du notaire soussigné.

### **FORMALITÉ FUSIONNÉE**

L'acte sera soumis à la formalité fusionnée, dans le mois de sa date, au service de la publicité foncière de TOULON.

### **DECLARATIONS FISCALES**

#### **IMPÔT SUR LA PLUS-VALUE**

L'association étant à but non lucratif et la présente cession étant effectuée dans le cadre de la gestion normale de son patrimoine en dehors de toute intention spéculative, elle n'entre pas dans le cadre des dispositions de l'article 150 U I du Code général des impôts (BOI BIC CHAMP 20-10-30 §90).

Par suite, elle n'est pas imposable sur la plus-value qu'elle dégage lors de la cession d'un immeuble.

En conséquence, le notaire est dispensé de déposer l'imprimé 2048-IMM-SD.

### **DISPENSE D'AVIS DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE DE L'ÉTAT**

Les présentes n'ont pas à être précédées de l'avis de l'autorité compétente prévu par l'article L 1211-1 du Code général de la propriété des personnes publiques



comme étant d'un montant inférieur au seuil fixé par l'autorité compétente de l'Etat dans la mesure où la vente ne s'inscrit pas dans une opération d'ensemble d'un montant égal ou supérieur à ce seuil.

Le seuil actuel est de 180.000 euros, tel que fixé par l'arrêté du 5 décembre 2016 au visa de l'article L 1311-10 du Code général des collectivités territoriales.

#### **IMPÔT SUR LA MUTATION**

La vente est exonérée de taxe de publicité foncière en vertu des dispositions de l'article 1042 du Code général des impôts.

L'assiette des droits est de UN EURO (1,00 EUR).

#### **DROITS**

				<u>Mt à payer</u>
<i>Taxe départementale</i> 1,00	x	0,00 %	=	0,00
<i>Frais d'assiette</i> 0,00	x	0,00 %	=	0,00
<b>TOTAL</b>				<b>0,00</b>

#### **CONTRIBUTION DE SÉCURITÉ IMMOBILIÈRE**

Les dispositions du présent acte à publier au fichier immobilier sont exonérées de la contribution de sécurité immobilière en application des dispositions du II de l'article 879 du Code général des impôts.

#### **FIN DE PARTIE NORMALISEE**



## PARTIE DEVELOPPÉE

### Envoi du projet d'acte

Un projet du présent acte a été adressé dès avant les présentes aux parties qui le reconnaissent et déclarent en avoir pris connaissance dès avant ce jour.

### CONDITIONS PARTICULIERES

La présente vente est soumise aux conditions particulières ci-après énoncées:

#### Travaux à réaliser

La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE s'engage à réaliser sur les parcelles objets des présentes, les travaux de raccordement de la voie dénommée « Rue Saint Vincent ». Ces travaux consistent en la réalisation :

- Terrassement du sol naturel et mise en œuvre d'une grave non traitée
- Pose de bordures de voie de type T2
- Pose d'une ganivelle d'une hauteur de 1 mètre
- Pose d'un portillon en aluminium d'une hauteur de 1 mètre
- Mise en œuvre d'enrobés clairs.

Ces travaux seront à réaliser au plus tard dans un délai de douze mois à compter de la signature des présentes.

## CONDITIONS ET DÉCLARATIONS GÉNÉRALES

### GARANTIE CONTRE LE RISQUE D'ÉVICTION

Le **VENDEUR** garantit l'**ACQUEREUR** contre le risque d'éviction conformément aux dispositions de l'article 1626 du Code civil.

A ce sujet le **VENDEUR** déclare :

- qu'il n'existe à ce jour aucune action ou litige en cours pouvant porter atteinte au droit de propriété,
- que la consistance du **BIEN** n'a pas été modifiée de son fait par une annexion,
- qu'il n'a pas effectué de travaux de remblaiement, et qu'à sa connaissance il n'en a jamais été effectué,
- qu'il n'a conféré à personne d'autre que l'**ACQUEREUR** un droit quelconque sur le **BIEN** pouvant empêcher la vente,
- subroger l'**ACQUEREUR** dans tous ses droits et actions relatifs au **BIEN**.

### GARANTIE DE JOUISSANCE

Le **VENDEUR** déclare qu'il n'a pas délivré de congé à un ancien locataire lui permettant d'exercer un droit de préemption.

### GARANTIE HYPOTHÉCAIRE

Le **VENDEUR** s'oblige, s'il existe un ou plusieurs créanciers hypothécaires inscrits, à régler l'intégralité des sommes pouvant leur être encore dues, à rapporter à ses frais les certificats de radiation des inscriptions, et à en justifier auprès de l'**ACQUEREUR**.



Un état hypothécaire délivré le 10 février 2025 et certifié à la date du 6 février 2025 ne révèle aucune inscription ni prénotation.

Le **VENDEUR** déclare que la situation hypothécaire est identique à la date de ce jour et n'est susceptible d'aucun changement.

### SERVITUDES

L'**ACQUEREUR** profite ou supporte les servitudes ou les droits de jouissance spéciale, s'il en existe.

Le **VENDEUR** déclare :

- ne pas avoir créé ou laissé créer de servitude ou de droit de jouissance spéciale qui ne seraient pas relatés aux présentes,
- qu'à sa connaissance, il n'existe pas d'autres servitudes ou droits de jouissance spéciale que celles ou ceux résultant, le cas échéant, de l'acte, de la situation naturelle et environnementale des lieux et de l'urbanisme,
- ne pas avoir connaissance de faits ou actes tels qu'ils seraient de nature à remettre en cause l'exercice de servitude relatée aux présentes.

### ETAT DU BIEN

L'**ACQUEREUR** prend le **BIEN** dans l'état où il se trouve au jour de l'entrée en jouissance, sans recours contre le **VENDEUR** pour quelque cause que ce soit notamment en raison :

- des vices apparents,
- des vices cachés.

S'agissant des vices cachés, il est précisé que cette exonération de garantie ne s'applique pas :

- si le **VENDEUR** a la qualité de professionnel de l'immobilier ou de la construction, sauf si l'**ACQUEREUR** a également cette qualité,
- ou s'il est prouvé par l'**ACQUEREUR**, dans le délai légal, que les vices cachés étaient en réalité connus du **VENDEUR**.

Toutefois, le **VENDEUR** est avisé que, s'agissant des travaux qu'il a pu exécuter par lui-même, la jurisprudence tend à écarter toute efficacité de la clause d'exonération de garantie des vices cachés.

En cas de présence de déchets, le propriétaire du **BIEN** devra supporter le coût de leur élimination, qu'ils soient les siens ou ceux de producteurs ou de détenteurs maintenant inconnus ou disparus.

Le propriétaire simple détenteur de déchet ne peut s'exonérer de cette obligation que s'il prouve qu'il est étranger à l'abandon des déchets et qu'il n'a pas permis ou facilité cet abandon par un tiers par complaisance ou négligence.

Le Code de l'environnement, en son article L 541-1-1, définit le déchet comme toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire.

### CONTENANCE

Le **VENDEUR** ne confère aucune garantie de contenance du terrain.



### IMPÔTS ET TAXES

Le **VENDEUR** déclare être à jour des mises en recouvrement des impôts locaux.

L'**ACQUEREUR** est redevable à compter de ce jour des impôts et contributions.

La taxe d'habitation, si elle est exigible, est due pour l'année entière par l'occupant au premier jour du mois de janvier.

La taxe foncière, ainsi que la taxe d'enlèvement des ordures ménagères si elle est due, sont réparties entre le **VENDEUR** et l'**ACQUEREUR** prorata temporis en fonction du temps pendant lequel chacun aura été propriétaire au cours de cette année.

L'**ACQUEREUR** règlera à la première demande au **VENDEUR** directement et en dehors de la comptabilité de l'Office notarial, les proratas de taxes foncières et, le cas échéant, de taxes d'enlèvement des ordures ménagères, déterminé par convention entre les parties sur le montant de la dernière imposition.

Ce règlement est définitif entre les parties, éteignant toute créance ou dette l'une vis-à-vis de l'autre à ce sujet, quelle que soit la modification éventuelle des taxes foncières pour l'année en cours.

### Avantage fiscal lié à un engagement de location

Le **VENDEUR** déclare ne pas souscrire actuellement à l'un des régimes fiscaux lui permettant de bénéficier de la déduction des amortissements en échange de l'obligation de louer à certaines conditions.

### ASSURANCE

L'**ACQUEREUR**, tout en étant informé de l'obligation immédiate de souscription, ne continuera pas les polices d'assurance actuelles garantissant le **BIEN** et confère à cet effet mandat au **VENDEUR**, qui accepte, de résilier les contrats lorsqu'il avertira son assureur de la réalisation des présentes.

### CONTRAT D'AFFICHAGE

Le **VENDEUR** déclare qu'il n'a pas été conclu de contrat d'affichage.

### DISPOSITIONS RELATIVES A L'URBANISME

#### URBANISME

#### Enonciation des documents obtenus

##### **Certificat d'urbanisme d'information**

Un certificat d'urbanisme d'information dont l'original est annexé a été délivré sous le numéro , le .

Le contenu de ce certificat dont le détail a été intégralement porté à la connaissance des parties, ce qu'elles reconnaissent, est le suivant :

- Les dispositions d'urbanisme applicables.
- Les servitudes d'utilité publique.
- Le droit de préemption.
- Le régime des taxes et participations d'urbanisme applicables au terrain.
- Les avis ou accords nécessaires.
- Les observations.





Les parties :

- S'obligent à faire leur affaire personnelle de l'exécution des charges et prescriptions et du respect des servitudes publiques et autres limitations administratives au droit de propriété qui sont mentionnées en ce document au caractère purement informatif et dont elles déclarent avoir pris connaissance.
- Reconnaissent que le notaire soussigné leur a fourni tous éclaircissements complémentaires sur la portée, l'étendue et les effets de ces charges et prescriptions.
- Déclarent qu'elles n'ont jamais fait de l'obtention d'un certificat d'urbanisme pré-opérationnel et de la possibilité d'exécuter des travaux nécessitant l'obtention préalable d'un permis de construire une condition des présentes.

## **DISPOSITIONS RELATIVES A LA PRÉEMPTION**

### **DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN**

L'immeuble est situé dans le champ d'application territorial du droit de préemption urbain, la déclaration d'intention d'aliéner prescrite par l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme a été notifiée à la mairie de la commune du lieu de situation de l'immeuble le

Une copie de cette déclaration d'intention d'aliéner en date du , ainsi que l'avis de réception portant la date du sont demeurés joints et annexés aux présentes.

Plus de deux mois s'étant écoulés depuis l'avis de réception de la déclaration d'intention d'aliéner sans que le bénéficiaire du droit de préemption ait fait connaître sa décision, son silence vaut renonciation à l'exercice du droit de préemption en application de l'article R213-7 du Code de l'urbanisme.

## **DIAGNOSTICS**

### **DIAGNOSTICS ENVIRONNEMENTAUX**

#### **Etat des risques**

Un état des risques est annexé.

#### **Absence de sinistres avec indemnisation**

Le **VENDEUR** déclare qu'à sa connaissance l'immeuble n'a pas subi de sinistres ayant donné lieu au versement d'une indemnité en application de l'article L 125-2 ou de l'article L 128-2 du Code des assurances.

## **SITUATION ENVIRONNEMENTALE**

### **CONSULTATION DE BASES DE DONNÉES ENVIRONNEMENTALES**

Les bases de données suivantes ont été consultées :

- La base de données relative aux risques naturels et technologiques (Géorisques).

Une copie de ces consultations est annexée.

### **RESPONSABILITÉ ENVIRONNEMENTALE**

Toute atteinte non négligeable aux éléments ou aux fonctions des écosystèmes ou aux bénéfices collectifs tirés par l'homme de l'environnement engage



la responsabilité de son auteur, qui sera tenu d'en assurer la réparation, en vertu des dispositions des articles 1246 et 1247 du Code civil. Il est fait observer que les dépenses exposées pour prévenir la réalisation imminente d'un dommage, pour éviter son aggravation ou pour en réduire les conséquences constituent un préjudice réparable (article 1251 du Code civil).

### OBLIGATION GÉNÉRALE D'ÉLIMINATION DES DÉCHETS

Le propriétaire doit supporter le coût de la gestion jusqu'à l'élimination des déchets, qu'ils soient les siens, ceux de ses locataires ou précédents propriétaires, pouvant le cas échéant se trouver sur l'immeuble.

L'article L 541-1-1 du Code de l'environnement définit le déchet comme *"toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se débarrasser"*.

Sont exclus de la réglementation sur les déchets les sols non excavés, y compris les sols pollués non excavés et les bâtiments reliés au sol de manière permanente, les sédiments déplacés au sein des eaux de surface aux fins de gestion des eaux et des voies d'eau, de prévention des inondations, d'atténuation de leurs effets ou de ceux des sécheresses ou de mise en valeur des terres, s'il est prouvé que ces sédiments ne sont pas dangereux, les effluents gazeux émis dans l'atmosphère, le dioxyde de carbone capté et transporté en vue de son stockage géologique et effectivement stocké dans une formation géologique, la paille et les autres matières naturelles non dangereuses issues de l'agriculture ou de la sylviculture et qui sont utilisées dans le cadre de l'exploitation agricole ou sylvicole, et les matières radioactives (article L 541-4-1 de ce Code).

Les terres prennent un statut de déchet dès qu'elles sont extraites du site de leur excavation.

Selon les dispositions de l'article L 541-2 du Code de l'environnement, tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion et en est responsable jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.

L'élimination des déchets comporte les opérations de collecte, transport, stockage, tri et traitement nécessaires à la récupération des éléments et matériaux réutilisables ou de l'énergie, ainsi qu'au dépôt ou au rejet dans le milieu naturel de tous autres produits dans les conditions propres à éviter les nuisances.

Il est fait observer que le simple détenteur de déchet ne peut s'exonérer de son obligation que s'il prouve qu'il est étranger à l'abandon des déchets et qu'il n'a pas permis ou facilité cet abandon par complaisance ou négligence.

En outre, les parties sont dûment informées des dispositions de l'article L 125-7 du Code de l'environnement selon lesquelles lorsque dans un terrain, faisant l'objet d'une transaction, n'a pas été exploitée une installation soumise à autorisation ou à enregistrement et en présence d'informations rendues publiques en application de l'article L 125-6 de ce Code faisant état d'un risque de pollution des sols l'affectant, le vendeur ou le bailleur du terrain est tenu d'en informer par écrit l'acquéreur ou le locataire.

Il est précisé qu'*"à défaut et si une pollution constatée rend le terrain impropre à sa destination précisée dans le contrat, dans un délai de deux ans après la découverte de la pollution, l'acheteur ou le locataire a le choix de poursuivre la résolution du contrat ou, selon le cas, de se faire restituer une partie du prix de vente ou d'obtenir une réduction du loyer ; l'acheteur peut aussi demander la remise en état du terrain aux frais du vendeur lorsque le coût de cette remise en état ne paraît pas disproportionné au prix de vente"* (article L 125-7 du même code).

### ORIGINE DE PROPRIÉTÉ

Le BIEN objet des présentes appartient au **VENDEUR** par suite de l'acquisition qu'il en a faite de :



La société en nom collectif dénommée « LA MONTERANE » au capital de dix mille francs et dont le siège social est à HYERES (Var), rue Brest, BP724.

Immatriculée au RCS de TOULON sous le numéro B 402286710 et sous le numéro SIREN 402 286 710.

Suivant acte reçu par Maître Christophe BOUDRY, notaire à HYERES les 16 et 29 mai 2000.

Cette acquisition a eu lieu moyennant le prix d'un franc symbolique, quittancé dans l'acte.

Audit acte, il a été fait toutes les déclarations d'usage.

Une copie authentique de cet acte a été publiée au service de la publicité foncière de TOULON 2, le Volume numéro

### **ORIGINE DE PROPRIÉTÉ ANTÉRIEURE**

L'origine de propriété antérieure est énoncée dans une note annexée.

### **NÉGOCIATION DIRECTE ENTRE LES PARTIES**

Les parties déclarent que les conventions ont été négociées directement entre elles, sans le concours ni la participation d'un intermédiaire.

Si cette déclaration se révélait erronée, les éventuels honoraires de cet intermédiaire seraient à la charge des auteurs de la déclaration inexacte.

### **CONCLUSION DU CONTRAT**

Les parties déclarent que les dispositions de ce contrat ont été, en respect des règles impératives de l'article 1104 du Code civil, négociées de bonne foi. Elles affirment qu'il reflète l'équilibre voulu par chacune d'elles.

### **DEVOIR D'INFORMATION RECIPROQUE**

En application de l'article 1112-1 du Code civil qui impose aux parties un devoir précontractuel d'information, qui ne saurait toutefois porter sur le prix, le **VENDEUR** déclare avoir porté à la connaissance de l'**ACQUEREUR** l'ensemble des informations dont il dispose ayant un lien direct et nécessaire avec le contenu du présent contrat et dont l'importance pourrait être déterminante de son consentement.

Ce devoir s'applique à toute information sur les caractéristiques juridiques, matérielles et environnementales relatives au **BIEN**, ainsi qu'à son usage, dont il a personnellement connaissance par lui-même et par des tiers, sans que ces informations puissent être limitées dans le temps.

Le **VENDEUR** reconnaît être informé qu'un manquement à ce devoir serait sanctionné par la mise en œuvre de sa responsabilité, avec possibilité d'annulation du contrat s'il a vicié le consentement de l'**ACQUEREUR**.

Pareillement, l'**ACQUEREUR** déclare avoir rempli les mêmes engagements, tout manquement pouvant être sanctionné comme indiqué ci-dessus.

Le devoir d'information est donc réciproque.

En outre, conformément aux dispositions de l'article 1602 du Code civil, le **VENDEUR** est tenu d'expliquer clairement ce à quoi il s'oblige, tout pacte obscur ou ambigu s'interprétant contre lui.

Les **PARTIES** attestent que les informations déterminantes connues d'elles, données et reçues, sont rapportées aux présentes.

### **CONCILIATION – MÉDIATION CONVENTIONNELLE**

En cas de litige entre les parties, l'une d'elles pourra, préalablement à toute instance judiciaire, soumettre leur différend à un conciliateur désigné et missionné par le président de la chambre des notaires dont dépend le rédacteur de l'acte.

Le président de la chambre des notaires sera saisi sans forme ni frais.



Cette clause ne s'appliquera pas aux litiges ayant pour cause la défaillance du débiteur ou l'exigibilité d'une créance.

### **ELECTION DE DOMICILE**

Les parties élisent domicile :

- en leur demeure ou siège respectif pour l'exécution des présentes et de leurs suites,
- en l'office notarial pour la publicité foncière, l'envoi des pièces et la correspondance s'y rapportant.

### **TITRES - CORRESPONDANCE ET RENVOI DES PIECES**

Il ne sera remis aucun ancien titre de propriété à l'**ACQUEREUR** qui pourra se faire délivrer, à ses frais, ceux dont il pourrait avoir besoin, et sera subrogé dans tous les droits du **VENDEUR** à ce sujet.

En suite des présentes, la correspondance et le renvoi des pièces à l'**ACQUEREUR** devront s'effectuer à l'Hôtel de Métropole.

La correspondance auprès du **VENDEUR** s'effectuera à l'adresse indiquée en tête des présentes.

Le **VENDEUR** s'oblige à communiquer au notaire tout changement de domicile ou siège et ce par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

### **POUVOIRS - PUBLICITE FONCIERE**

Pour l'accomplissement des formalités de publicité foncière ou réparer une erreur matérielle telle que l'omission d'une pièce annexe dont le contenu est relaté aux présentes, les parties agissant dans un intérêt commun donnent tous pouvoirs nécessaires à tout notaire ou à tout collaborateur de l'office notarial dénommé en tête des présentes, à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires ou rectificatifs pour mettre le présent acte en concordance avec tous les documents hypothécaires, cadastraux ou d'état civil.

### **AFFIRMATION DE SINCERITE**

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix.

Elles reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné des sanctions fiscales et des peines correctionnelles encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation ainsi que des conséquences civiles édictées par l'article 1202 du Code civil.

Le notaire soussigné précise qu'à sa connaissance le présent acte n'est modifié ni contredit par aucune contre-lettre contenant augmentation du prix.

### **DEMANDE DE RESTITUTION – AUTORISATION DE DESTRUCTION DES DOCUMENTS ET PIÈCES**

Les originaux des documents et pièces remis par les parties au notaire leur seront restitués, si elles en font la demande expresse dans le délai d'un mois à compter des présentes.

A défaut, les parties autorisent l'office notarial à détruire ces documents et pièces, et notamment tout avant-contrat sous signature privée pouvant avoir été établi en vue de la conclusion du présent acte, considérant que celui-ci contient l'intégralité des conventions auxquelles elles ont entendu donner le caractère d'authenticité.





## **MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES**

L'Office notarial traite des données personnelles concernant les personnes mentionnées aux présentes, pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'Etat dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945.

Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Électronique des Notaires, registre du PACS, etc.),
- les offices notariaux participant ou concourant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,
- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013,
- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne et encadré par la signature de clauses contractuelles types de la Commission européenne, visant à assurer un niveau de protection des données substantiellement équivalent à celui garanti dans l'Union Européenne.

La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable pour l'accomplissement des activités notariales.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées 5 ans après la fin de la relation d'affaires.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les personnes peuvent demander l'accès aux données les concernant. Le cas échéant, elles peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou s'y opposer pour des raisons tenant à leur situation particulière. Elles peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données personnelles après leur décès.

L'Office notarial a désigné un Délégué à la protection des données que les personnes peuvent contacter à l'adresse suivante : [cil@notaires.fr](mailto:cil@notaires.fr).

Si les personnes estiment, après avoir contacté l'Office notarial, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.





### **CERTIFICATION D'IDENTITÉ**

Le notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties dénommées dans le présent document telle qu'elle est indiquée en tête des présentes à la suite de leur nom ou dénomination lui a été régulièrement justifiée.

### **FORMALISME LIÉ AUX ANNEXES**

Les annexes, s'il en existe, font partie intégrante de la minute.

Lorsque l'acte est établi sur support papier, les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention constatant cette annexe et signée du notaire, sauf si les feuilles de l'acte et des annexes sont réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition.

Si l'acte est établi sur support électronique, la signature du notaire en fin d'acte vaut également pour ses annexes.

### **DONT ACTE sur quinze pages**

#### **Comprenant**

- renvoi approuvé :
- blanc barré :
- ligne entière rayée :
- nombre rayé :
- mot rayé :

#### **Paraphes**

Fait et passé aux lieu(x), jour(s), mois et an ci-dessus indiqués.

Après lecture faite, les parties ont signé le présent acte avec le notaire.



Toulon, le 26.08.2024

**Jean-Pierre GIRAN**  
Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

à

L'ASL COLOTIS DU LOTISSEMENT  
LA MONTERANE  
Représentée par Monsieur Frédéric CHRISTEN,  
Son Président,  
La Crestade et Les Mares  
BP 724  
83412 HYERES CEDEX

***Direction Générale des Services***

Valérie PAECHT  
Directeur Général des Services

***Direction Générale Adjointe des Services***

Finances et Moyens  
Claude WEISSE  
Directeur Général Adjoint des Services

Affaire suivie par :

Catherine DEMEULIER  
cdemeulier@metropoletpm.fr  
04.94.00.82.85

N/Réf : JPG/VP/CW/CH/MM/CD/649

**OBJET** : HYERES – 19 rue Saint Vincent – projet d'acquisition des parcelles cadastrées section CL n° 115 (p) et CL n° 116 (p) – propriétés de l'ASL CO-LOTIS DU LOTISSEMENT LA MONTERANE

**PJ** : 1 plan de division māj le 06/08/2024  
1 dmpe n° 11354 M du 06/08/2024

Monsieur le Président,

Dans le cadre de l'aménagement des voies de liaison de la Crestade, la Métropole Toulon Provence Méditerranée vous confirme son souhait d'acquérir, à l'euro symbolique, une partie de l'emprise des parcelles cadastrées section CL n° 0115 et CL n° 0116 et situées à HYERES, 19 rue Saint Vincent.

Après une étude approfondie par le service voirie de l'Antenne de Hyères, cette cession implique une emprise de terrain non bâti de 44 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée section CL n° 115 et une emprise de terrain non bâti de 10 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée section CL n° 116.

Les parcelles, nouvellement numérotées selon le document modificatif parcellaire cadastral n° 11354 M du 06/08/2024 ci-joint, objet de la vente, sont cadastrées section CL n° 398 (issue de la CL n° 115) et CL n° 401 (issue de la CL n° 116).

Par la présente, je vous confirme la bonne réception par mes services de l'ensemble des documents retournés dûment datés et signés (engagement de cession, autorisation de prise de possession par anticipation, plan de division et procès-verbal de votre Assemblée Générale) et je vous en remercie.

Par ailleurs, je vous confirme la liste des travaux pris en charge par la Métropole Toulon Provence Méditerranée. Ceux-ci consistent à la réalisation détaillée comme suit :

- Terrassement du sol naturel et mise en œuvre d'une grave non traitée,
- Pose de bordures de voie de type T2 (parcelles CL n° 115 et n° 116),
- Pose d'une ganivelle d'une hauteur de 1 mètre,
- Pose d'un portillon alu d'une hauteur de 1 mètre,
- Mise en œuvre d'enrobés clairs.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à prendre en charge les frais de géomètre et de notaire liés à la cession.

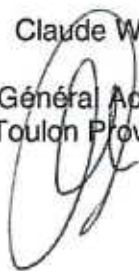
La Direction de l'Immobilier et du Foncier reste à votre entière disposition,

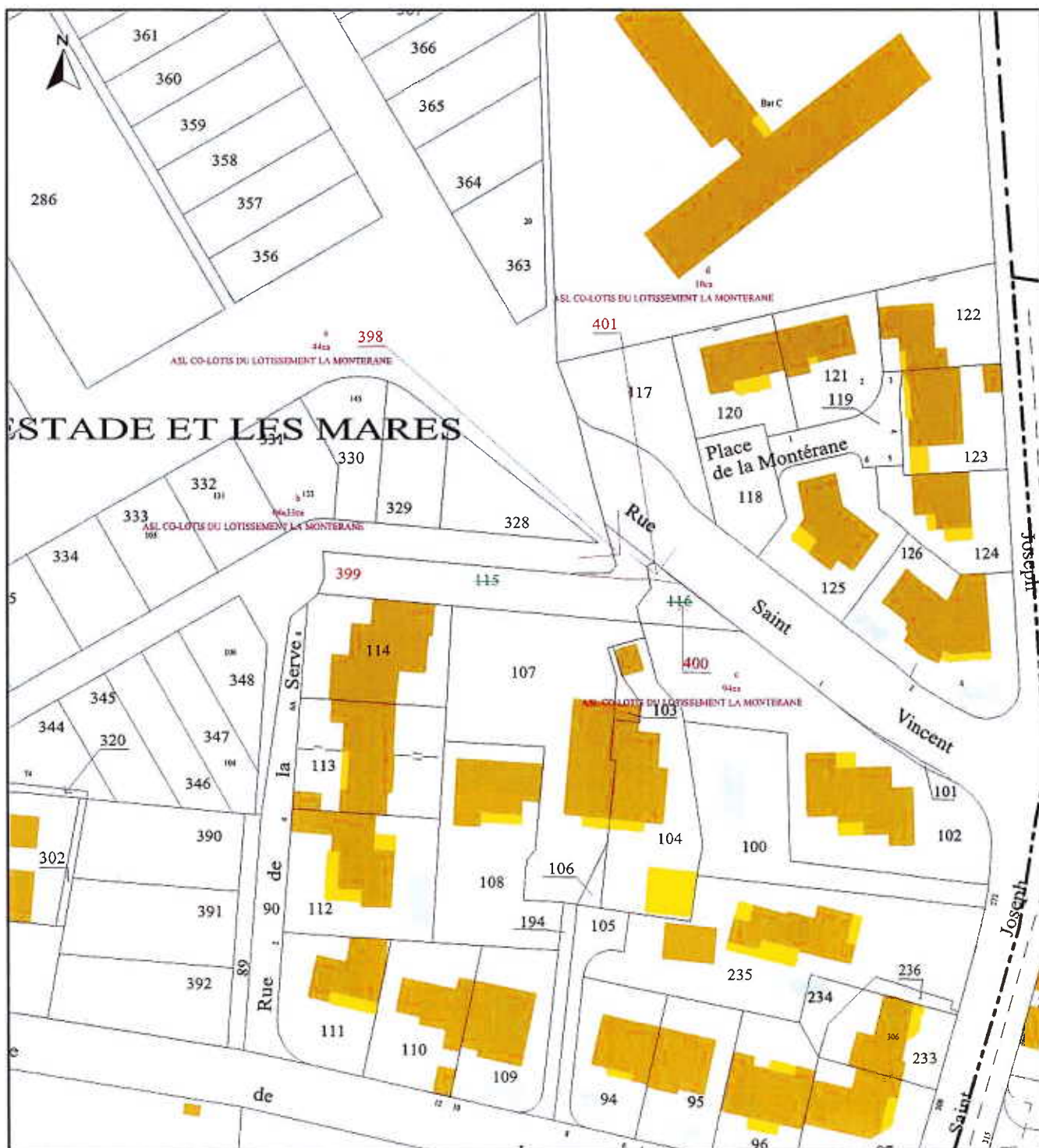
Vous souhaitant bonne réception de la présente,

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'expression de mes salutations distinguées.

Claude WEISSE

Directeur Général Adjoint des Services  
Métropole Toulon Provence Méditerranée









## Commentaires

Plan de division après numérotation du cadastre

Ref : 226159

Etabli le  
06/01/2023

Echelle : 1/250

Section CL n°s115-116  
1 Rue Saint Vincent

HYPERLES

Auteur(s) : TGT

17 rue Thomas Edison  
33000 PESSAC  
Tél. : 05.56.78.14.33

Cédric FERRERO  
Lionel RAFFIN  
Jonathan CHARON

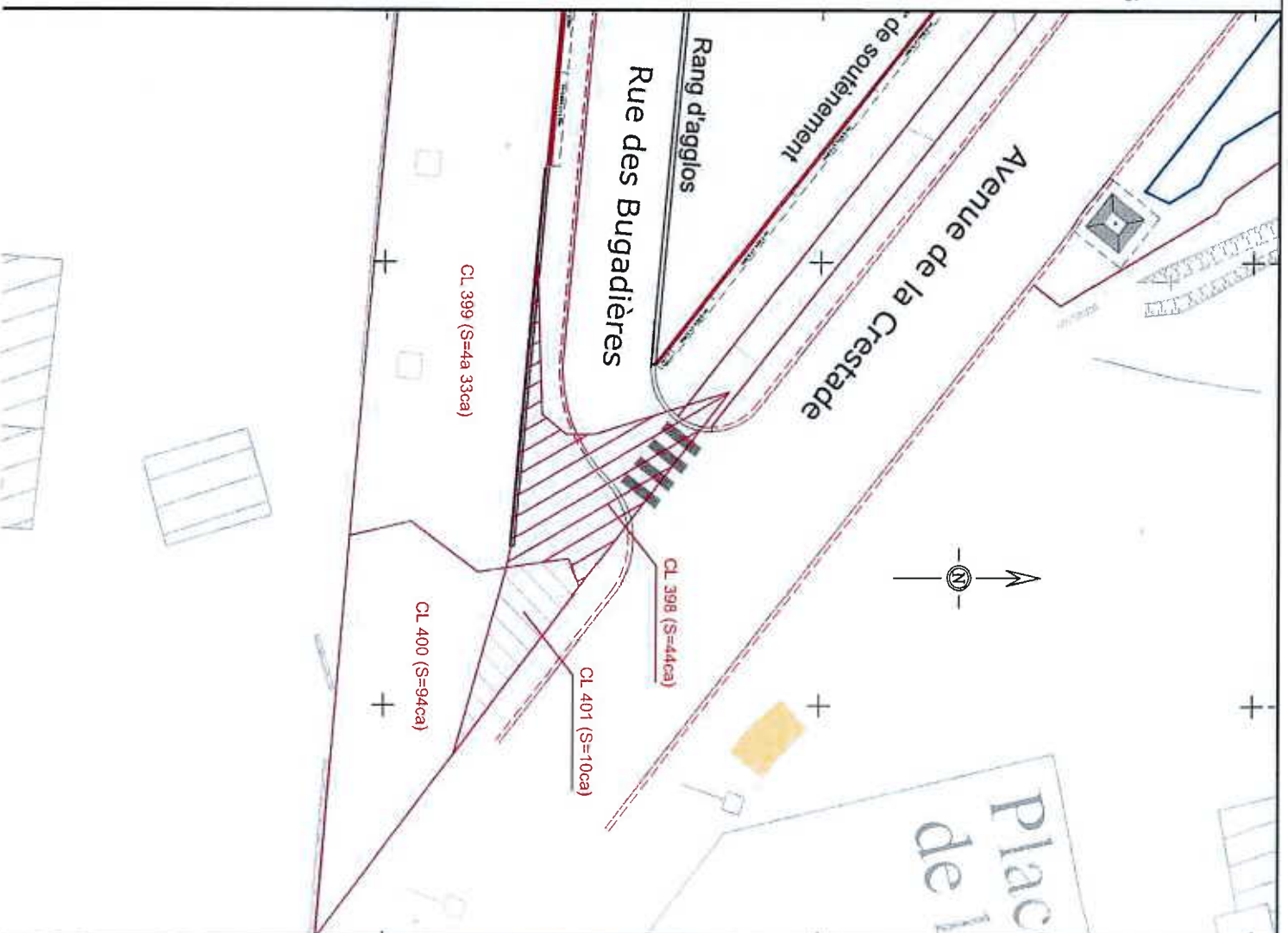
Mathias SALIBA  
Arnaud MATISSON  
Bertrand CHATIN

102-104 Cours de la  
Marquise  
31000 BORDAUX  
Tél. : 05.56.82.82.41

Mathias SALURA  
Arnaud MATISSON  
Bertrand CHATIN  
102-104 Cours de la  
Martinique  
33000 BORDEAUX  
Tél. : 05.56.02.56.61



**GEOMETRIC MEAN - EXERCISE**





## ENGAGEMENT DE CESSIION

Je soussigné, Monsieur CHRISTEN Frédéric, représentant de l'Association CO-LOTIS « La Montérane », propriétaire des parcelles cadastrées section CL n° 115 et CL n° 116, sises à HYERES – 1 Rue Saint Vincent,


**M'engage à céder, au nom de l'Association CO-LOTIS LA MONTERANE,**

à l'euro symbolique au profit de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, une emprise de 44 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée section CL n° 115 et une emprise de 10 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée section CL n° 116, situées à HYERES, 1 rue Saint Vincent.

Fait à Hyères, le 18 juillet 2024

Signature

(Faire précéder la mention manuscrite "*Bon pour accord – Bon pour cession*")

Bon pour accord - Bon pour cession  
CHRISTEN Frédéric  
Président ASL La Montérane  


HYERES les PALMIERS, le 18/7/2024

ASL LA MONTERANE  
BP 724 – 83412 HYERES CEDEX  
à la Métropole Toulon Provence Méditerranée  
Monsieur BRUNO Jacques  
Directeur de l'Antenne d'Hyères  
Hôtel de ville  
12 Avenue Clotis  
BP 709  
83412 HYERES

**OBJET : HYERES – Rue Saint VINCENT - Parcelles CL 0115 et 0116**  
Autorisation de prise de possession anticipée pour réalisation de travaux.

**P.J. : 2 plans**

Monsieur le Directeur,

Par la présente, l'association CO-LOTIS « La Montérane », propriétaire des parcelles citées ci dessus, représentée par M. CHRISTEN Frédéric, autorise la METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE à réaliser sur une partie des parcelles cadastrées Section CL n° 0115 et CL n° 0116, (0115 / 44 m<sup>2</sup>) et (0116 / 10 m<sup>2</sup>) cf plan de division du Cabinet GEOSAT ci-joint, les travaux de raccordement de la voie citée en objet.

A la réception de la présente, par anticipation à la signature de l'acte de vente à venir, les travaux de raccordement de voirie pourront être réalisés.

Ceux ci consistent en la réalisation :

- Terrassement du sol naturel et mise en œuvre d'une grave non traitée
- Pose de bordures de voie de type T2 (parcelles CL n°115 et n°116 )
- pose d'une ganivelle d'une hauteur de 1 mètre.
- Pose d'un portillon alu d'une hauteur de 1 m.
- Mise en œuvre d'enrobés clairs.

L'association autorise les services de la Métropole et toute personne mandatée par la Métropole, à pénétrer sur les parties des parcelles lui appartenant, cadastrées Section CL n°0115 et n°0116, et à effectuer les travaux visant l'aménagement de la voie.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de nos sentiments

CHRISTEN Frédéric  
Président ASL la monterane



